

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1866

Artikel: 90 ans d'économie suisse : le Seco analyse l'histoire économique de la Suisse depuis 1920
Autor: Schöni Bartoli, Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009799>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

90 ans d'économie suisse

Le Seco analyse l'histoire économique de la Suisse depuis 1920

Daniel Schöni Bartoli (18 avril 2010)

A l'occasion de son 90^e anniversaire, *La Vie économique*, publiée par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), propose un numéro (janvier 2010) consacré à «90 ans d'histoire économique de la Suisse». Ce retour sur l'origine de la richesse du pays, la croissance, le marché du travail, l'inflation, la politique monétaire, les finances publiques et le commerce extérieur met en évidence les facteurs qui ont fait la force de l'économie suisse et doit permettre de tirer «des enseignements pour aujourd'hui et demain».

Pour expliquer les performances remarquables de notre économie depuis près d'un siècle, les experts relèvent trois facteurs exogènes favorables: la préservation de la paix, la forte croissance des pays voisins depuis 1945 et une structure économique diversifiée héritée du XIX^e siècle. Mais ils soulignent aussi deux atouts propres à la Suisse: la qualité de sa force de travail et une politique économique axée sur la stabilité. Au surplus, la chance d'avoir échappé à l'invasion en 1940 a offert à la Suisse une position avantageuse à la fin des hostilités: les industries d'exportation, les activités financières et le tourisme notamment en ont beaucoup profité.

La Suisse a su mettre à profit sa situation au centre de l'Europe et a bénéficié d'une immigration qualifiée permettant de compenser une relève indigène trop modeste

dans de nombreux métiers. Les rédacteurs du dossier considèrent que l'absence de matières premières a été un avantage sur le long terme en favorisant une spécialisation dans des produits de niche à haute valeur ajoutée. Associée à des prix très stables en comparaison internationale et une imposition modérée, elle a permis de multiplier le PIB réel par 9,2 pendant que la population doublait. Sur toute la période, la productivité (calculée par personne active) a crû en moyenne de 1,5% par an.

C'est sur les questions relatives à l'immigration et à la force de travail que les rédacteurs du Seco proposent des réflexions qui éclairent l'actualité. L'immigration a généralement attiré une main-d'œuvre qualifiée, à l'exception de la période des Trente Glorieuses (1945-1975) qui a privilégié une main-d'œuvre à bas salaire permettant de différer le déclin inéluctable de certaines branches. Après être redescendue à 5%, la part de la population immigrée a été multipliée par trois pendant ces décennies. Cette nouvelle immigration était composée pour moitié de travailleurs peu qualifiés et de seulement 20% de diplômés de hautes écoles, contrairement aux périodes précédentes et à la période actuelle (depuis le milieu des années 90). Parmi les immigrés récents, on compte 50% de diplômés des hautes écoles et seulement 20% de non-qualifiés (les universitaires sont deux fois plus nombreux parmi les

nouveaux étrangers que parmi les résidents plus anciens).

Les mutations rapides de l'économie depuis la fin des Trente Glorieuses ont fait passer le taux de chômage incompressible de moins de 1% à plus de 2,5%. Les causes de ce phénomène sont à chercher du côté de l'internationalisation croissante de la division du travail, de la tertiarisation du monde du travail et du fort impact du progrès technique dans la formation. Le taux de chômage de ces travailleurs peu qualifiés représente désormais trois fois la proportion observée chez les travailleurs qualifiés (auparavant, il ne représentait que le double). L'augmentation de la proportion des étrangers dans l'effectif des chômeurs s'explique par cette politique de recrutement inadéquate. Et non par les accords sur la libre circulation des personnes. Les experts restent cependant optimistes pour l'avenir en relevant l'augmentation actuelle du niveau de qualification.

Ces conclusions favorables à l'ouverture de notre économie concernent aussi le domaine du commerce extérieur. On observe que la quote-part des exportations dans le PIB a doublé depuis les années 60. De manière générale, ces exportations se dirigent principalement vers nos partenaires européens (la part continentale de nos exportations étant constamment restée supérieure à 60% depuis la deuxième guerre mondiale),

contrairement à l'impression
que peuvent parfois donner les
médias. Cette forte intégration
économique reste toutefois

marquée par une très forte
réticence à s'impliquer
politiquement vis-à-vis de
l'Europe. Dans ce domaine,

comme le note le directeur du
Seco Jean-Daniel Gerber dans
son éditorial, rien n'est acquis.
